

JANVIER 1973 - N° 559

LA VÉRITÉ



organe du Comité Central
de l'Organisation
Communiste
Internationaliste (pour
la reconstruction
de la 4^e Internationale)

**Programme de la classe ouvrière...
ou défense de l'ordre bourgeois**

**Le carrefour
des élections législatives**

par Stéphane Just

L'Unité Populaire au Chili par Etienne Laurent

**La Ligue Communiste
dans le camp du nouveau Front Populaire**

(Lettre ouverte du Bureau Politique de l'O.C.I. à toutes les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale.)

TABLE DES MATIERES

	Pages
30 millions pour l'O.C.I. !	1
Contre Giscard, soutenir <i>la Vérité</i> !	4
Avertissement	7
Le carrefour des élections législatives, par Stéphane JUST	9
La bourgeoisie et ses partis, par François FORGUE	37
Unité populaire au Chili, par Etienne LAURENT	61
Lettre ouverte du B.P. de l'O.C.I. à toutes les organisations se réclamant de la IV ^e Internationale	91
Document : Appel de l'O.C.I. et de l'A.J.S. : classe contre classe	120
Notes de lecture	128
Lettres à <i>la Vérité</i>	141
Réimpression photographique de <i>la Vérité</i> (1 ^{re} série)	143

“ Unité populaire ” au Chili

**Sa formation, les élections présidentielles
et la signature du statut
des « garanties constitutionnelles » en octobre 1970**

par Étienne Laurent

Le 4 décembre 1971, Mitterrand, de retour du Chili, déclarait : « Le régime chilien constitue l'expérience la plus proche de ce qui pourrait être réalisé en France. »

Le 10 février 1972, Jacques Duclos, Étienne Fajon et Georges Fournial, revenant à leur tour du Chili, annonçaient la bonne nouvelle : « Ce qui nous intéresse en particulier, c'est qu'un programme commun a été établi entre communistes et socialistes (...) Ce n'est pas le socialisme, mais cela crée des conditions favorables au socialisme. Nous assistons aujourd'hui au Chili à cette idée bien connue de Lénine (sic), à savoir que les peuples iront au socialisme par des voies extrêmement diverses. »

Armée et pouvoir au Chili

Dans ces conditions, l'entrée, le 3 novembre dernier, dans le gouvernement Allende, de trois généraux, dont le commandant en chef de l'armée, le général Prats, qui devenait ministre de l'Intérieur et président de la République par intérim en cas de démission ou de disparition d'Allende, éclaire la nature du gouvernement que se proposent d'instaurer en France les tenants de l'Union de la gauche et du « programme commun de gouvernement », le jour où la poussée des masses, dans le cadre des élections ou en dehors de celles-ci, jetterait bas le gouvernement U.D.R. Au même titre que le gouvernement Allende, le gouvernement que Marchais - Mitterrand - Fabre chercheraient à mettre en place serait un gouvernement de sauvegarde des rapports de production capitalistes et de défense des institutions fondamentales constitutives de l'Etat bourgeois.

Car l'armée, qui, dans tous les pays, constitue l'une des institutions centrales de l'Etat bourgeois, est plus encore qu'ailleurs, dans les pays semi-coloniaux d'Amérique latine, la colonne vertébrale de l'Etat et assume, dans la nation, exclusivement une fonction de guerre civile.

Il n'en est pas autrement de l'armée chilienne, en dépit de la façade démocratique de ce pays. C'est ainsi qu'en 1967, le général Schneider, prédécesseur de Prats, dont les apologistes de la collaboration de classes, au P.C.F. et ailleurs, font le prototype du « bon général démocrate », déclarait :

Les nouveaux programmes dont j'ai dû, d'un point de vue professionnel, tracer la finalité, ont pour but de pénétrer l'officier qui sort de l'École militaire de ce que sera sa

fonction, durant sa carrière, face à la société et aux contingents de conscrits qu'il devra instruire.

Labrousse, qui cite cette déclaration, peut ajouter à juste titre :

Ces nouveaux programmes impliquaient en particulier que chaque promotion de cadets, avant d'assumer un commandement, devait faire un séjour d'un mois à l'école anti-guérilla de Fort Gulick, à Panama, sous les ordres d'instructeurs américains qui sont le plus souvent des vétérans du Vietnam. Quand on sait que ces stages ne servent pas seulement à préparer les stagiaires au combat de jungle, mais aussi à tisser des liens entre officiers yankees et leurs collègues sud-américains, on mesure le sens de cette « fonction face à la société » (1).

Avant l'entrée en vigueur du nouveau règlement du général Schneider, 2 064 militaires chiliens avaient, entre 1950 et 1965, reçu un entraînement aux Etats-Unis, et 549 hors des Etats-Unis, c'est-à-dire en général dans des écoles anti-guérilla d'autres pays sud-américains — ce qui plaçait le Chili au troisième rang, derrière le Brésil et le Pérou.

(1) Alain Labrousse - *L'expérience chilienne : réformisme ou révolution ?* Paris, Ed. du Seuil, 1972, p. 134. Ce livre est l'œuvre d'un gauchiste, défenseur de la guérilla et du terrorisme urbain. Il est écrit à partir de positions proches de celles du M.I.R. et des maoïstes chiliens. Il est cependant l'œuvre de quelqu'un qui a séjourné plusieurs années en Amérique latine et au Chili, et qui a rassemblé des matériaux et informations utiles et intéressants, même si l'auteur est le plus souvent bien incapable de leur donner leur plein éclairage. C'est pourquoi nous nous servirons à de nombreuses reprises de ce livre dans le cours de cet article. Nous n'en ferons pas autant pour le livre de Catherine Lamour, *Le pari chilien*, Stock 1971, écrit à partir des mêmes positions politiques : il s'agit d'un livre superficiel et vide qui n'a pas le moindre intérêt.

La situation est identique pour la police. On sait qu'en 1962 les frères Kennedy décidèrent d'accroître l'aide aux forces de répression latino-américaines, par l'intermédiaire de l'O.A.S.P. (Office d'aide à la sécurité publique) ; cette mesure fut justifiée par la remarque que « *pour maintenir le progrès social, économique et politique d'un pays, il est nécessaire, au préalable, d'appuyer un développement de la fonction policière* ». Le total de l'aide de l'O.A.S.P. pour l'Amérique latine se montait en 1970 à 39 millions de dollars. La police chilienne avait reçu 5 millions de dollars, ce qui la classait immédiatement derrière les polices du Brésil et de l'Argentine.

Telles sont donc l'armée et la police chiliennes, auxquelles l'Unité populaire n'a nullement porté atteinte — bien au contraire — et dont Prat, en tant que ministre de l'Intérieur, concentre aujourd'hui entre ses mains le commandement unique ; cette situation met en relief une réalité que de nombreux militants avaient pu ne pas saisir encore dans toute sa plénitude : le gouvernement de l'Unité populaire se donne pour objet la sauvegarde de l'Etat bourgeois, non sa destruction, et le maintien, fût-il « *aménagé* », du système capitaliste.

Le présent article se propose de montrer que l'entrée de Prat dans le gouvernement Allende ne peut être considérée comme une surprise, mais se situe au contraire dans le droit fil de la politique suivie par les directions du P.C. et du P.S. chiliens en 1969 et 1970. A cette fin, nous reviendrons tout d'abord sur les conditions qui ont marqué la constitution d'une combinaison politique sans frontières à droite destinée à enfermer le prolétariat dans les rêts de la collaboration de classe. En un second temps, nous analyserons le processus exact qui a conduit à la formation du gouvernement Allende le 4 novembre 1970, après la ratification de l'élec-

tion de celui-ci à la présidence de la République chilienne par un congrès à majorité bourgeoise, cependant qu'il acceptait une série d'amendements constitutionnels connus sous le nom de *Statut des garanties*.

Le Chili et la France

Les deux phases de cette analyse ont le plus grand intérêt en ce qui concerne la situation française. Il en est ainsi de la manière dont la bourgeoisie et les directions du P.C. et du P.S. chiliens se sont entendues pour susciter, à la droite de ces partis, quatre autres formations, dont trois formations bourgeoises sans fard, destinées à jouer le rôle de lien public, notoire, entre les partis parlant au nom de la classe ouvrière et la bourgeoisie : ces événements éclaireront le sens de l'invitation adressée par le P.C.F. et le P.S. à Fabre et aux « *radicaux de gauche* » de signer le « programme commun ». De même, l'analyse du processus qui a conduit Allende de sa victoire électorale à la formation de son premier gouvernement aidera à comprendre l'attitude adoptée à l'égard de la constitution de la V^e République, tant par Marchais et Mitterrand que par Pompidou lui-même. Il s'agit, à propos notamment des rôles respectifs du président et du Parlement, de préserver, tant que faire se pourra, la constitution bonapartiste, instrument précieux pour li-goter le prolétariat français.

Mais l'éclairage que donnent les événements chiliens aux problèmes que se posent les militants français n'a de valeur que pour autant que ces événements sont saisis tout d'abord dans le contexte propre de la lutte des classes au Chili. Aussi est-ce des problèmes spécifiques de la révolution prolétarienne au Chili et des éléments nécessaires à la compréhén-

sion du développement historique du prolétariat chilien qu'il faut partir. Au terme de cette partie introductive, l'on comprendra aisément les raisons qui font que *rien n'est encore joué* pour le prolétariat chilien, et que c'est avec une extraordinaire prudence que la bourgeoisie chilienne continue à opérer, après, cependant, plus de deux ans d'une politique qui n'a valu aux masses que frustrations et désillusions.

Le bilan de 150 années de domination bourgeoise

Dans sa partie introductive, le programme de l'Unité populaire dépeint telle qu'elle se présentait au moment de sa rédaction la situation des masses laborieuses du Chili. Cette situation se caractérise, nous dit-il,

par la pauvreté généralisée, par les iniquités de tous ordres dont sont victimes ouvriers, paysans et autres couches exploitées, également par les difficultés croissantes auxquelles se heurtent employés, intellectuels, petits et moyens chefs d'entreprises, enfin par le peu de perspectives offertes à la femme et à la jeunesse (...)

Un demi-million de familles n'ont pas de logement et un nombre égal ou supérieur d'entre elles vivent dans les pires conditions, en ce qui concerne le tout-à-l'égout, l'eau potable, l'électricité, la salubrité ;

— les besoins de la population en matière d'éducation et de santé ne sont pas suffisamment pris en considération ;

— plus de la moitié des travailleurs chiliens reçoivent des salaires insuffisants pour satisfaire leurs besoins vitaux minimum. Chaque famille souffre du chômage ou de l'instabilité de l'emploi. Pour un grand nombre de jeunes, trouver un emploi est difficile et aléatoire.

Le capital impérialiste et un groupe de privilégiés qui ne représentent pas plus de 10 % de la population accaparent la moitié du revenu national. Cela signifie que sur 100 écus produits par les Chiliens, 50 se retrouvent dans les poches de 10 représentants de l'oligarchie et les 50 autres doivent être répartis entre 90 Chiliens du peuple ou de la classe moyenne.

La hausse du coût de la vie est un enfer pour les familles du peuple et, tout particulièrement, pour la maîtresse de maison. Durant ces dix dernières années, selon des chiffres officiels, le coût de la vie a augmenté de presque mille pour cent.

Ceci signifie qu'on vole quotidiennement aux Chiliens qui vivent de leur travail une partie de leur salaire. C'est ce qui arrive aussi aux retraités et aux pensionnés, au travailleur indépendant, à l'artisan, au petit producteur, dont les petits revenus sont rognés continuellement par l'inflation (...)

Un grand nombre de Chiliens souffrent de malnutrition. Selon des statistiques officielles, 50 % des enfants de moins de 15 ans sont sous-alimentés. Cette sous-alimentation affecte leur croissance et limite leur capacité à apprendre, à s'instruire.

Ceci démontre que l'économie chilienne en général, et le système agricole en particulier, sont incapables de nourrir les Chiliens, alors que le Chili pourrait faire vivre dès à présent 30 millions de personnes, trois fois plus que la population actuelle (2).

Tel est, en effet, le bilan de cent cinquante années de domination bourgeoise au Chili. Et, s'il est exact que

(2) Tiré de la traduction française du programme de l'Unité populaire publiée dans A. Acquaviva, G. Fournial et autres, *Chili de l'Unité populaire*. Paris, Editions sociales, 1971, pp. 145-175. Le livre est, par ailleurs, sans intérêt, d'une extraordinaire platitude.

le Chili se distingue de la quasi-totalité des autres pays d'Amérique latine en ce qu'il a connu plus souvent et plus longtemps l'exercice des libertés démocratiques, il reste que la bourgeoisie n'a pas mieux réussi au Chili que sur le reste du continent à « *assurer à ses esclaves même une existence compatible avec leur esclavage* », comme le dit le *Manifeste communiste*. Les libertés démocratiques y sont le fruit de la vigilance et des constants combats du prolétariat. La situation décrite ci-dessus, par contre, caractérise l'impasse absolue du mode de production capitaliste.

Elle est l'expression de la stagnation des forces productives dans le cadre des rapports de production capitalistes et des formes nationales d'organisation de la production et de l'échange, dans les formes criantes où cette stagnation se manifeste, à l'époque du capitalisme pourrissant, partout où, comme au Chili, l'impérialisme étranger est en mesure d'imposer son emprise à l'ensemble de la vie sociale et de saigner à blanc le pays.

Au même titre que les autres pays d'Amérique latine, le Chili a été intégré dans l'économie capitaliste mondiale sans qu'une révolution démocratique bourgeoise soit préalablement venue liquider les formes sociales de la propriété et de la production datant des phases antérieures du développement économique.

La subordination au capital étranger qui a rapidement caractérisé le Chili ne peut être saisie qu'en relation avec le maintien et même la consolidation de la grande propriété foncière latifundiste en tant que clef de voûte de l'ordre social semi-colonial. C'est par le biais de l'alliance nouée entre les bourgeoisies anglaise puis nord-américaine et les classes possédantes locales (bourgeoisie commerciale et aristocratie foncière), que le Chili s'est vu assigner au sein de l'économie capitaliste mondiale

un rôle de producteur de matières premières d'origine agricole et minière. C'est pourquoi l'abolition effective de la grande propriété foncière et des intérêts agricoles de la bourgeoisie compradore des villes s'est toujours située, et se situe encore, à côté de la lutte pour l'indépendance nationale et la liquidation du joug de l'impérialisme, au premier rang des tâches démocratiques dont seul le prolétariat pourra assurer la réalisation.

Le poids de la grande propriété foncière

Des générations durant, la production agricole et la vie des masses campagnardes ont été conditionnées par le poids de la grande propriété foncière parasitaire, c'est-à-dire par l'existence de grands domaines inexploités ou sous-exploités, côte à côte avec une propriété parcellaire minuscule où s'est entassée une paysannerie misérable, dépourvue de toute possibilité de modifier ses conditions de production et de travail.

C'est ainsi que, lors du dernier recensement agraire, en 1965, quelque 700 familles « latifundistes » possédaient près de 55 % des terres utilisables pour l'agriculture et l'élevage, et que 5,4 % des exploitations occupaient près de 87 % du sol, face à 120 000 familles paysannes possédant chacune en moyenne moins de 2 hectares de terre, au total 0,7 % de la surface exploitable, et à plus de 185 000 familles d'ouvriers agricoles entièrement dépourvues de terre. Parmi les 120 000 familles possédant un lopin de terre, près de la moitié (56 000) ne disposaient en fait que d'une quantité de terre insuffisante pour les faire vivre. On estimait enfin que 170 000 travailleurs agricoles

étaient frappés par le fléau d'un chômage non pas même saisonnier, comme c'est toujours le cas pour les ouvriers agricoles dans le système de la propriété privée, mais permanent.

Le parasitisme écrasant et inique que traduisent ces chiffres n'a cessé de s'aggraver au cours des trente dernières années. Depuis 1936-38, la production agricole a connu une croissance continuellement inférieure à celle de la population, ce qui a mis le Chili, avec ses 4 millions d'hectares en friche ou en pâturages à élevage extensif, au nombre des pays dont le produit agricole par tête est sensiblement *inférieur* à ce qu'il était voilà trente ans.

Grand fournisseur de blé aux pays capitalistes industrialisés jusqu'à l'essor de la grande production céréalière nord-américaine, et encore exportateur de produits agricoles jusqu'en 1930, le Chili est devenu de façon croissante importateur. L'on y trouvait (et l'on y trouve toujours) 4 millions d'hectares sous-employés ou inemployés, mais c'est à près de 300 millions de dollars que s'élèvent annuellement les importations agricoles, dans des conditions où 50% de la population vivent pourtant au niveau scientifiquement mesurable de la *sous-nutrition chronique*, comme indiqué plus haut.

Le Chili possède de très importantes ressources en minerai. On n'y trouve pas seulement une fraction importante des ressources mondiales de cuivre, mais aussi du minerai de fer en quantité, du charbon et la plupart des métaux non ferreux que la chaîne des Andes possède en si grande abondance. Mais loin de faire de ces

matières premières la base d'un développement industriel autonome, la bourgeoisie chilienne a pris, dans les dernières décennies du XIX^e siècle, le parti de les brader aux puissances impérialistes et s'est engagée dans une voie dont elle ne se sortira plus jamais : celle d'une bourgeoisie *compradore*, c'est-à-dire d'une bourgeoisie vendue à l'étranger parce qu'ayant accepté de tirer l'essentiel de ses ressources de fonctions purement parasitaires — celles d'intermédiaire et de courtier pour l'impérialisme — par rapport aux ressources productives de son propre pays.

Le minerai chilien à la disposition des impérialistes

Avec la participation des classes possédantes chiliennes, les ressources du sous-sol chilien ont servi à approvisionner l'industrie de grandes économies capitalistes, avant tout celle des Etats-Unis ; les investissements étrangers ont rapporté aux grandes entreprises impérialistes des bénéfices fabuleux. Pour ne prendre qu'un exemple, on a pu calculer que les capitaux initialement investis par les sociétés américaines dans l'exploitation du cuivre s'élevaient à 3,5 *millions* de dollars. Cette mise de fonds minime leur a permis de retirer, entre 1922 et 1970, un bénéfice net de 4,5 *milliards* de dollars, tandis qu'elles versaient à l'Etat compradore chilien, pendant la même période, 2,3 *milliards* de dollars.

**CONTRE GISCARD D'ESTAING
SOUTENEZ « LA VERITE »**

Vers 1967, la répartition du revenu national du Chili était la suivante :

	<i>% de la population</i>	<i>% du revenu global</i>
1. Grands propriétaires et actionnaires nationaux des grands trusts étrangers et des principaux intérêts privés chiliens.	5	40
2. Hauts et moyens fonctionnaires, professions libérales, bourgeoisie commerçante et agraire moyenne.	20	40
3. Prolétariat des mines, de l'industrie et des services, employés et petits fonctionnaires.	50	20
4. Prolétariat rural et paysannerie pauvre.	25	5

C'est dire que les redevances versées par les grandes sociétés étrangères ont servi à payer à l'oligarchie et à la bourgeoisie chiliennes un train de vie qui leur a valu, pendant des générations, la réputation d'être la « société » la plus « raffinée » de toute l'Amérique latine.

En contrepartie, le développement de l'industrie de transformation a été frappé de rachitisme : n'ont été instituées que des productions répondant aux besoins de l'impérialisme et susceptibles de rapporter de gros profits à court terme. L'industrialisation n'a concerné uniquement que les premières phases de transformation des métaux non ferreux, certaines industries alimentaires travaillant pour l'exportation, les services publics nécessaires à l'acheminement et à l'expédition vers l'étranger de ces produits, enfin, au cours de la dernière période, la production (souvent seulement l'assemblage) de biens de consommation durables ou semi-durables destinés essentiellement aux couches supérieures de la société. C'est au capital étranger, principalement américain, que sont revenus les bénéfices de ces opérations.

A la fin du mandat de Frei, le président démocrate-chrétien, mandat au

cours duquel les investissements étrangers avaient connu un gonflement rapide, la quasi-totalité de ces branches était passée entre les mains du capital américain et européen.

Chômage rural, chômage urbain

Le corollaire, ce sont les chiffres du chômage. Chômage rural, bien sûr, mais également chômage urbain massif.

A Santiago, où se trouve concentrée plus de la moitié des emplois industriels du Chili, on comptait, à la fin de 1970, 232 000 chômeurs, soit presque le quart de la population de l'agglomération active dans l'industrie.

Le tableau de la dépendance de l'économie chilienne à l'égard de l'impérialisme serait incomplet si l'on omettait de parler de la dette extérieure. Alors que les rapatriements de profits aux U.S.A. avaient lieu au rythme de 150 millions de dollars par an au cours des années 60, la bourgeoisie compradore chilienne a solli-

citée sous forme d'emprunts l'« aide » du système financier international. Elle a ainsi ouvert au capital financier de nouvelles facilités pour extraire des masses travailleuses du Chili, et centraliser (conformément aux mécanismes mis en lumière dans le chapitre sur les emprunts internationaux de l'*Accumulation du capital* de Rosa Luxemburg) une masse supplémentaire de plus-value, au rythme fabuleux de 300 millions de dollars par an, soit *une somme équivalente à celle qui doit être dépensée pour compenser le déficit alimentaire annuel* résultant du sous-emploi des ressources agricoles noté plus haut. Aujourd'hui, la dette extérieure réclamée par les Etats capitalistes au Chili est estimée à 4 milliards de dollars. C'est cette somme dont le « Club de Paris » exige le remboursement.

La situation qui vient d'être décrite ne souffre aucune ambiguïté quant aux solutions qu'elle exige. Elle est sans issue, tout d'abord sans l'expropriation radicale, sans indemnité ni rachat, de la grande et aussi de la moyenne propriété foncière — sans doute en un premier temps de toutes les exploitations supérieures à 50 ha — et la mise à la disposition de la paysannerie pauvre et des travailleurs agricoles de tous les moyens de production d'origine industriels, mécaniques (machines agricoles) ou chimiques dont ils auront besoin, préalable nécessaire si l'on veut les gagner massivement à l'idée de la collectivisation.

Il en résulte d'ailleurs qu'il n'y a pas de solution viable aux problèmes légués par la bourgeoisie dans les campagnes en dehors d'un développement rapide de l'industrie, susceptible à la fois de fournir à l'agriculture les moyens nécessaires à sa modernisation et des emplois aux travailleurs dont l'activité ne serait plus nécessaire dans le secteur agricole.

Cela, à son tour, exige l'expropriation des entreprises étrangères et l'appropriation collective des moyens de production possédés par le capital national aussi bien qu'étranger dans l'industrie comme dans les services, ainsi que l'expropriation des banques; pour mettre fin à la spéculation foncière, aux hauts loyers et résoudre le problème lancinant du logement, il n'y a d'ailleurs pas d'autre issue que la nationalisation du sol dans les villes.

Se libérer de l'emprise impérialiste et centraliser entre les mains du prolétariat tous les moyens disponibles pour l'accumulation de moyens de production exige également que soit prononcé un moratoire définitif de la dette extérieure et que soit soumis à réexamen l'ensemble des accords commerciaux avec l'étranger.

Enfin la réorganisation des forces productives en vue du développement ne saurait se faire indépendamment de l'institution de la planification et du monopole étatique du commerce extérieur.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les mesures qu'exigeait et qu'exige toujours à l'heure actuelle au Chili la solution des problèmes clefs de la question agraire et de l'indépendance nationale. Il est clair que ces mesures signifient d'entrée de jeu de profondes incursions dans le droit de propriété bourgeois et qu'elles doivent inévitablement conduire à un heurt frontal avec l'impérialisme.

Une issue conforme aux intérêts des masses

Tout parti ou coalition de partis entendrait réellement trouver une issue conforme aux intérêts et aux exigences des masses sera ainsi dans l'obligation de prendre, en s'appuyant

sur la mobilisation révolutionnaire des ouvriers et des paysans, les mesures indispensables pour briser politiquement et matériellement les reins de la bourgeoisie, autrement dit pour instaurer un gouvernement ouvrier et paysan au plein sens de ce terme.

On connaît la définition que le quatrième congrès de l'Internationale communiste a donnée de ce type de gouvernement.

La tâche majeure du gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises, contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à transférer sur les épaules des riches le principal fardeau des impôts, et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Un gouvernement ouvrier de cette sorte n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses et s'appuie sur des organismes ouvriers qui soient aptes au combat, des organismes créés par les couches les plus opprimées des masses travailleuses. Même un gouvernement ouvrier qui est issu de la tournure prise par les événements au Parlement, qui a donc une origine purement parlementaire, peut fournir l'occasion de fortifier le mouvement ouvrier révolutionnaire. Il va de soi que la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent aboutir à une lutte acharnée, et finalement à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative, de la part du prolétariat, de former un gouvernement ouvrier de cette sorte, se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer le prolétariat et de déchaîner des luttes révolutionnaires.

Transposées dans les termes de la situation chilienne, les mesures transitoires du type indiqué dans cette

résolution — instauration du contrôle sur la production, transfert sur les riches du principal fardeau des impôts — étaient (et demeurent) celles que nous venons de définir. Mais, par leur nature, elles exigeaient tout autant que celles citées par l'I.C. d'être accompagnées des mesures propres à briser le pouvoir de la bourgeoisie, à « armer le prolétariat et à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires », c'est-à-dire une politique contraire à celle qui a été suivie par le gouvernement Allende.

La situation était-elle mûre en 1970 ?

Au point où nous en sommes, il importe d'examiner le principal argument que mettent en avant ceux qui, dans les rangs de l'appareil stalinien en particulier, tentent de justifier la « prudence » d'Allende et de l'Unité populaire ; selon eux, ni du point de vue de la dislocation politique de la bourgeoisie chilienne, ni du point de vue de la mobilisation des masses, la situation n'était mûre, en 1970, pour une politique de rupture résolue avec la bourgeoisie.

Pour réfuter cet argument, nous ne nous contenterons pas d'analyser l'extraordinaire montée du prolétariat et des masses à partir de 1967, montée dans le cadre de laquelle s'est inscrite la mobilisation autour de la candidature Allende et la victoire électorale arrachée le 4 septembre 1970. Un pas supplémentaire paraît indispensable, bien qu'il exige un retour en arrière : donner aux militants français les éléments nécessaires à une compréhension de ce qu'est la classe ouvrière chilienne et de l'importance de ses traditions de lutte et d'organisation.

Les premiers pas du prolétariat chilien

C'est aux deux dernières décennies du XIX^e siècle que remonte le combat du prolétariat chilien pour sa constitution comme classe face à la bourgeoisie. Ce combat prend au départ, comme dans les pays géographiquement plus proches de nous, la forme d'une lutte pour imposer aux employeurs tout un réseau de sociétés de solidarité ouvrière, mutuelles, foyers d'instruction populaire. En 1900, la lutte débouche sur la constitution, autour des travailleurs des ports du nord du pays (par où transitent les matières premières exportées vers les pays impérialistes) et des mineurs de salpêtre (dont les entreprises sont aux mains des capitalistes anglais et allemands), d'organisations ayant un caractère de classe beaucoup plus marqué (les *Sociedades Mancomunales*), qui, en 1904, se réunissent en une Convention nationale et jettent les premières bases d'un combat uni du prolétariat chilien contre ses exploiters.

Les années 1904-1907 sont des années de crise économique, de chômage et de misère ; ce sont aussi des années de grèves nombreuses et violentes, durement réprimées par l'armée, d'emprisonnement de militants ouvriers (en particulier de l'homme qui va jouer un rôle décisif dans la formation du premier parti du prolétariat chilien, Recabarren), d'interdiction de la presse ouvrière.

La préparation de la première guerre mondiale et l'importance que prend pour les pays impérialistes l'exploitation du salpêtre chilien ont pour effet un accroissement numérique de la classe ouvrière. C'est pendant cette période que se créent les deux premières organisations à posséder nettement le caractère de centrales nationales : la régionale chilienne des I.W.W. (International Workers of the

World) (3), constituée à l'initiative des anarchistes, et la F.O.Ch. (Fédération ouvrière du Chili), formée en 1911 à l'initiative de Recabarren. C'est cette organisation qui sera lors de la crise économique de l'après-guerre (1918-19) à l'origine de la réalisation, pour la première fois, du front unique de toutes les organisations syndicales ouvrières pour la lutte contre la pénurie et la hausse des prix, sous forme d'une « *Assemblée ouvrière sur le ravitaillement national* » qui mobilisera travailleurs, étudiants et employés en de grandes manifestations contre le gouvernement, pour la satisfaction des besoins élémentaires de la classe ouvrière.

Emilio Recabarren fonde le premier parti de classe du prolétariat chilien

Emilio Recabarren ne se limite pas à impulser pendant toute cette période la création, dans le cadre de la F.O.Ch., d'organisations syndicales dans tout le pays : il centralise rapidement tous les acquis et l'expérience gagnés par la classe ouvrière au travers de ses combats, en fondant, en 1912, le « *Parti ouvrier socialiste* » (P.O.S.), premier parti de classe du prolétariat chilien. Dès sa fondation, ce parti noue des liens étroits avec la classe ouvrière, en combattant pied à pied pour la journée de 8 heures, pour le droit à la retraite, pour le développement de l'organisation syndicale des travailleurs (la F.O.Ch.) ; il utilise le terrain électoral,

(3) I.W.W. - Industrial Workers of the World. Organisation syndicale fondée en 1905, à l'initiative des anarchistes, contre l'A.F.L. Cette organisation atteignit son apogée aux U.S.A. en 1917. Un certain nombre d'organisations syndicales anarcho-syndicalistes se sont constituées à cette époque dans différents pays, notamment en Amérique latine, comme sections des I.W.W.

lors des élections présidentielles de 1920, pour dresser la classe ouvrière, derrière son candidat E. Recabarren, contre les candidats bourgeois de toutes tendances. Au moment où, dans la plupart des pays d'Amérique latine, le mouvement ouvrier est encore inféodé politiquement à la bourgeoisie sous forme d'alliance avec les libéraux contre les conservateurs, la classe ouvrière chilienne, sous la direction du P.O.S., adopte une attitude claire d'indépendance de classe face à la bourgeoisie (4).

La ligne sans faille suivie par ce parti l'amènera à demander son adhésion à la III^e Internationale. En janvier 1922, le 4^e congrès du P.O.S. consacrait la transformation pratiquement en bloc du P.O.S. en Parti communiste chilien, section chilienne de l'Internationale communiste. Dès la fin de l'année 1921, à l'initiative de militants du P.O.S., la F.O.Ch. avait demandé son adhésion à l'Internationale syndicale rouge, sa demande d'adhésion déclarant : « *Tout mouvement de classe qui s'inspire d'une action révolutionnaire doit marcher étroitement lié au prolétariat international organisé.* »

A ce moment, la classe ouvrière chilienne aborde ses tâches dans des conditions extraordinairement favorables. Elle possède un seul parti, dont l'adhésion à l'I.C. a moins que partout ailleurs signifié la scission ; une organisation syndicale, la F.O.Ch. qui, à partir d'une politique de front unique, est en voie de devenir la centrale ouvrière unique ; et enfin, élément essentiel, elle mène ses combats en liaison étroite avec la classe ouvrière mondiale, par l'intermédiaire de l'I.C. et de l'I.S.R. Le voyage de Recabarren à Moscou comme délégué du Parti communiste chilien au 4^e congrès de l'Internationale syndicale rouge marque le point culminant de cette première période du mouvement ouvrier chilien.

De 1924 (année de la mort de Recabarren) à 1931, la classe ouvrière chilienne dut faire face à une situation très difficile. Une succession de gouvernements militaires organisèrent une répression féroce contre ses organisations : le P.C. et la F.O.Ch. furent pratiquement détruits, ou durent vivre dans la clandestinité. Mais la crise politique et sociale remit les masses en mouvement, et déboucha sur l'éphémère « *République socialiste* » de Marmaduke Grove, au cours de laquelle, pendant 12 jours, en juin 1932, des soviets furent constitués. Fût-elle de courte durée, cette expérience exprime la force du prolétariat chilien et lui permet, dans l'immédiat, de procéder très rapidement à la reconstitution des organisations ouvrières et d'aboutir à la formation d'une première centrale unique, la Confédération des travailleurs du Chili.

La tradition du prolétariat chilien

Telle est la tradition d'organisation et de lutte qui fonde le combat du prolétariat chilien. Elle ne sera jamais complètement effacée, malgré la mise en place, qui commence alors, de l'appareil stalinien au Chili. Ce processus ne se fait pas d'ailleurs sans de très grandes difficultés. Il est bien évident que la section chilienne de

(4) L'avance considérable du mouvement ouvrier chilien s'est traduite par le fait que c'est lui qui fut l'artisan de la construction du mouvement ouvrier dans d'autres pays voisins d'Amérique latine. On trouvera dans la section III de l'introduction de F. et C. Chesnais au livre *Bolivie, de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire*, E.D.I. Paris, 1972, de nombreux éléments sur l'aide déterminante que les organisations syndicales et politiques boliviennes ont reçu à divers moments des organisations de classe chiliennes.

l'I.C. ne peut échapper plus que les autres aux conséquences du triomphe de Staline, mais le mouvement se heurte aux profondes traditions du Parti communiste chilien, à la ligne de défense de l'indépendance de la classe sur laquelle il s'est constitué. L'adhésion rapide du parti à l'I.C. fait, d'autre part, que des liens ont eu le temps de s'établir entre des militants chiliens et Trotsky et les dirigeants bolcheviques attaqués par la bureaucratie stalinienne. C'est ainsi que les luttes qui se mènent entre l'opposition de gauche et la bureaucratie du Kremlin rencontrent un écho très important dans le parti chilien.

L'alerte de 1932 et la certitude de voir les masses s'engager de nouveau dans une voie révolutionnaire rendaient cette situation intolérable pour Staline. Au nom de la lutte contre le trotskysme et la révolution permanente, presque la moitié des militants du parti, ses meilleurs cadres furent exclus fin 1932 (5).

Ainsi va se constituer la Gauche communiste, section chilienne de l'Opposition de gauche, au départ l'une des plus fortes et des plus enracinées en dehors de l'U.R.S.S.

C'est dans ce contexte que se situe également la fondation tardive du Parti socialiste chilien, en 1933. Dans une situation où la politique stalinienne a rompu l'unité politique de la classe ouvrière, le P.S. va réussir à se tailler une place non négligeable au sein de celle-ci, à la faveur de la montée des années 30. Il va ensuite se voir renforcer par l'entrée de la Gauche communiste dans ses rangs, erreur dont les conséquences vont être très lourdes pour la construction d'un nouveau parti révolutionnaire internationaliste au Chili.

Avec l'expulsion de la Gauche communiste et le développement d'une campagne acharnée contre le « trotskysme », la voie est ouverte pour

la reconstruction par la fraction stalinienne d'un des plus forts appareils qu'il lui ait fallu édifier pour imposer sa domination et son orientation contre-révolutionnaire au prolétariat d'un pays donné. Lors de la nouvelle poussée des masses, prévisible dès 1932 et qui se développe à partir de 1935-1936, l'expulsion de l'aile marxiste du P.C. laisse aux staliens les mains libres pour imposer, au travers d'une campagne violente, qui comprend les plus dures attaques contre Recabarren dont les positions sont alors connues de tous, une première longue expérience de Front populaire. Faite d'une succession de présidences du parti radical et se terminant par une coalition d'Union nationale entre l'aile droite des radicaux et le P.C., l'expérience s'échelonne de 1938 à 1947 (6). C'est-à-dire qu'elle comprend aussi bien la phase qui correspond à 1936 en France et en Espagne que celle où les P.C. participent à des gouvernements d'Union nationale

(5) Sur la « Gauche communiste », et sur la formation ultérieure du P.O.R. chilien, on trouvera plus d'éléments qu'il n'est possible d'en fournir ici dans l'introduction déjà citée au livre *Bolivie, de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire*. C'est dans les rangs de la Gauche communiste chilienne que le fondateur du P.O.R. bolivien, J. Aguirre Gainsborg, a connu la phase déterminante de la formation politique qui l'a conduit à fonder le P.O.R. sur les positions de Léon Trotsky et du P.O.R. chilien.

(6) Il s'agit de trois présidences successives : une présidence Pedro Aguirre Cerda, 1938-1941 (avec un gouvernement Radicaux-P.S.), soutenu « de l'extérieur » par le P.C.), une présidence Juan Antonio Rios, 1942-1946 (de nouveau avec un gouvernement Radicaux et P.S.), enfin une présidence Gonzales Videla (1946-1952), qui se présente en 1946 comme candidat des Radicaux et du P.C. seulement, le P.S. présentant son propre candidat. Il donna lieu à un premier gouvernement à participation P.C. (trois ministres) avant que ceux-ci ne soient chassés et le parti mis hors la loi par Gonzales Videla en personne, fin 1947 et début 1948.

en 1945-47. Elle se termine, *comme toutes les expériences de cet ordre, par la plus dure défaite subie par le prolétariat chilien dans toute son histoire* : en octobre 1947 éclate dans les mines de charbon une grève générale illimitée, qui durera 40 jours, et qui va fournir au gouvernement Gonzales Videla l'occasion qu'il cherchait pour expulser les ministres communistes et engager une féroce répression contre la classe ouvrière dans son ensemble. Le P.C. est dissous et mis hors la loi ; la scission est organisée au sein de la Confédération des travailleurs du Chili qui disparaît ; le droit de grève est suspendu ; l'ensemble des libertés syndicales sont mises en veilleuse ; des milliers de militants politiques et syndicaux emprisonnés.

La déclaration de fondation de la centrale unique

La tradition d'organisation et la combativité du prolétariat chilien se mesurent au fait que c'est alors lui qui trouve la force de reconstruire dans une semi-légalité une centrale syndicale *unique*, arme essentielle de son combat, qui sera constituée en 1953. Bien qu'elle ne puisse tenir de congrès avant 1957 et qu'elle demeure sous le coup de la « Loi de défense permanente de la démocratie », promulguée en 1948, jusqu'à l'abrogation de celle-ci en 1959, la C.U.T. permet de ressouder le front unique de la classe ouvrière et des masses, brisé par le jeu combiné du P.C. et du P.S. en 1947, d'assurer la défense de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et d'effacer les conséquences de la défaite à laquelle la collaboration de classe avait conduit.

Voici la déclaration de fondation de la C.U.T. :

Le régime capitaliste actuel, fondé sur la propriété privée de la terre, des instruments et moyens de production et sur l'exploitation de

l'homme par l'homme, qui divise la société en classes antagonistes : exploités et exploités, doit être remplacé par un régime économique et social qui liquide la propriété privée, et parvienne à la société sans classes, qui assure à l'homme et à l'humanité leur plein développement.

La C.U.T. se situe par conséquent sur un terrain de classe et sa direction a comporté au départ, derrière Clotario Blest, des anarcho-syndicalistes et des représentants du P.O.R. chilien, alors membres du Comité international de la IV^e Internationale. Il a fallu la capitulation totale de ces militants devant le castrisme, préalablement à leur participation à la prétendue « réunification » de 1963 à Rome, entre Mandel-Frank-Maitan et le S.W.P., pour que les stalinien parviennent à les expulser — et à leur suite tous les dirigeants du courant lutte de classe existant alors — de la direction de la C.U.T. en août 1962. Dix ans après avoir pris la direction de la C.U.T., l'aile stalinienne n'a pas encore pu effacer des statuts de la centrale le droit de tendance, ce qui a permis au M.I.R. et aux maoïstes de présenter encore, sur des lignes gauchistes et abstraites, étrangères aux préoccupations exactes du prolétariat chilien, chacun leur liste aux élections syndicales de 1972. Il n'est pas besoin d'insister auprès de l'avant-garde française sur le fait que cela aussi est à la fois un indice de l'attachement du prolétariat à ses conquêtes syndicales et un formidable atout, pour peu que se regroupe au Chili une avant-garde capable de rompre avec le « gauchisme » et d'engager le combat contre les directions stalinienne et réformiste sur une ligne de classe.

Les masses contre Frei

Telles sont les traditions d'un prolétariat qui va, en l'espace de trois ans seulement, dans le cours d'une montée de caractère presque irrésistible, littéralement tailler en pièces le gou-

vernement Frei, pourtant élu en 1964 avec 55,5 % des suffrages (soit le plus haut chiffre de toute l'histoire constitutionnelle du Chili) et destiné, disait-on (tout comme Peyrefitte l'a dit pour l'U.D.R.), « à gouverner pour 20 ans ».

C'est en fait très vite que la démocratie-chrétienne, élue sur un programme de réforme agraire et de « chilianisation » des ressources du sous-sol, fait la démonstration qu'elle est incapable d'apporter la moindre solution aux problèmes analysés plus haut et donc la moindre satisfaction aux masses. C'est alors que sa politique démagogique révèle progressivement son vrai visage : celui de la hausse fantastique des prix, du chômage croissant, de la violence policière et des atteintes aux libertés.

Au début de l'année 1968, on peut constater que les prix des denrées de première nécessité ont augmenté de 30 à 40 % depuis l'année précédente. Entre janvier et juin 1969, la hausse est de plus de 30 %.

Les paysans, chez qui la réforme agraire a révélé l'immense espoir du partage et de la possession de la terre, commencent à occuper, au cours de l'année 1968, les grands domaines dans diverses régions du Chili, en particulier dans la zone centrale. Face aux propriétaires qui organisent des groupes armés soutenus par la police, les ouvriers agricoles et les paysans sans terre déclenchent des grèves massives, dont certaines durent plus de deux mois (comme dans le domaine de San Esteban, dans la région de Los Andes). C'est ainsi qu'en août 1969 plus de 130 exploitations sont en grève, qu'en janvier 1970 la grève prend une telle ampleur dans la région de Chillan que le gouvernement doit décréter l'état d'urgence dans cette région (il sera prorogé pour six mois en juillet 1970). A la suite de l'assassinat par la droite d'un fonctionnaire de la C.O.R.A. (organisme d'Etat chargé de la mise

en œuvre de la réforme agraire) lors de la prise de possession par celui-ci d'un domaine exproprié, les trois confédérations paysannes lancent un ordre de grève générale. Jusqu'en septembre 1970, l'agitation paysanne ne cessera pas, et comportera chaque fois un affrontement violent contre les propriétaires, d'une part — soutenus chaque fois davantage par la police de Frei — les paysans sans terre et les ouvriers agricoles de l'autre.

Conflit très profond dans la petite bourgeoisie

Au cours de ces deux années et demie, on voit également se développer des conflits d'une extrême profondeur chez les enseignants : c'est ainsi qu'en avril-mai 1968, les professeurs du secondaire font une grève de 58 jours, malgré les menaces du gouvernement, appuyé par l'Eglise. Les lycéens de Santiago soutiennent cette grève. A partir d'avril 1969, les lycéens organisent la résistance aux plans du gouvernement visant à instituer le service militaire volontaire, avant de se heurter, en août de la même année, à la police lors d'immenses manifestations à Santiago et dans les villes de province.

A l'Université, l'agitation est permanente pendant toute cette période, obligeant le gouvernement à accepter la démission en série des recteurs. En dépit des actions de commandos organisées par les castristes et le M.I.R., dont l'écho est très important dans ce secteur et dont la politique tend à mettre les étudiants en marge du mouvement d'ensemble des travailleurs et des masses, ceux-ci participent à la mobilisation de fond qui se développe.

C'est cependant la classe ouvrière, avec ses organisations, qui constitue l'appui essentiel du mouvement : en

avril 1968, paralysie des ports, en mai de la même année, grève prolongée des P.T.T. ; en mai de l'année suivante, paralysie de la flotte commerciale, puis des chemins de fer, etc. La manifestation du 1^{er} mai 1969, qui se déroule pourtant sans heurts, frappe les observateurs par la détermination et la combativité des militants de la C.U.T.

1968-1970 : la mobilisation des masses

Au travers de la chronologie des événements politiques du Chili (1968-70) qu'on a publiés les services de documentation du gouvernement français (7), on peut saisir, de façon d'autant plus saisissante que les choses sont dites avec la froide « objectivité » propre à ce type de publication, l'extraordinaire mobilisation des masses. Voyons, à titre d'exemple, deux moments, l'un en 1968, l'autre en 1969.

(Ce qui est souligné l'est par nous.)

30 avril - 21 juin 1968

30 avril. - Grève dans l'enseignement et dans les ports.

7 mai. - Après une grève prolongée de 38 jours, le personnel des services des Postes et Télécommunications reprend son travail, un accord étant intervenu avec le gouvernement.

9 mai. - Le ministre de l'Intérieur annonce que la compagnie nationale aérienne « LAN-CHILI » envisageait une grève prolongée de deux mois.

14 mai. - Le Contrôleur général de la République envoie une ordonnance au ministre de l'Éducation au terme de laquelle le traitement des professeurs en grève serait amputé du salaire correspondant aux journées de grève illégales. Cette

mesure serait également appliquée aux fonctionnaires des Postes et aux employés de la compagnie aérienne « LAN-CHILI ».

23-29 mai. - Fin de la grève des professeurs, qui a duré 58 jours. - Le 29, le recteur de l'Université du Chili remet sa démission. Il est provisoirement remplacé par M. Ruiz Barboza.

1^{er} juin. - Sont en grève : la Compagnie des Aciers du Pacifique (Huachipato) ; la Compagnie Manufacturière des Papiers et Cartons (dont le président-directeur général est l'ancien président de la République, M. Jorge Alessandri) ; le personnel des services techniques et ateliers de la Ligne Aérienne Nationale. Ce dernier conflit est particulièrement grave.

13 juin. - Pas de changement dans la situation des conflits du travail. Une grève des ouvriers agricoles de la région de la Serena vient d'être déclenchée. Elle affecte 23 grandes exploitations.

20 juin. - Le gouvernement signe un décret autorisant la libre importation des papiers et cartons en raison de la grève de la Compagnie Manufacturière des Papiers et Cartons du Chili.

21 juin. - Un accord met fin à la grève qui paralysait la Compagnie des Aciers du Pacifique.

19 mai - 24 juin 1969

19-31 mai. - Les équipages de la flotte commerciale chilienne ayant décrété la grève, tous les bateaux chiliens sont immobilisés dans les ports. - Le 20, une grève totale paralyse les organismes d'Etat chargés de la réforme agraire (CORA), du développement de l'agriculture (INDAP), du commerce extérieur et intérieur des produits agricoles (ECA). - Le 28, l'APEUCH

(7) *Notés et études documentaires*, série Amérique latine, n° XIX, 31 mars 1971, qui est consacrée en totalité au Chili 1970.

(Association des *Employés et Professeurs* de l'Université du Chili) déclenche une grève. - Le 24, les grèves se poursuivent dans les organismes d'Etat dépendant du ministère de l'Agriculture ou du ministère de l'Economie. Par ailleurs, la flotte commerciale chilienne reste immobilisée. Les *employés des chemins de fer ont décrété la grève*. Quant à celle des universités, elle gagne les grandes villes de province. - Le 27, la *Confédération unitaire du travail (CUT)* fait savoir qu'elle lancera un *ordre de grève générale* à travers le pays pendant la durée du séjour au Chili de M. Nelson Rockefeller. - Le 29, des *étudiants de la faculté d'Agronomie de Chillan*, aidés par des *syndicalistes paysans, élèvent des barricades* et pillent des locaux commerciaux. La police intervient avec prudence. - Le 31, Chillan est *toujours occupée par étudiants et syndicalistes*.

1^{er}-6 juin. - Des incidents ont lieu à Chillan entre forces de police et étudiants. - Le 3, dans les locaux du ministère de l'Agriculture, des *bagarres éclatent* entre les grévistes de la Corporation de la Réforme Agraire (CORA) et les services d'ordre. - Le 4, de *violentes manifestations* ont lieu devant le Consulat des Etats-Unis à Santiago. Etudiants et lycéens, protestant contre la venue au Chili de M. Nelson Rockefeller, se *heurtent aux forces de police* qui procèdent à de nombreuses arrestations.

— La grève des fonctionnaires de la Corporation de la Réforme Agraire s'étend à tous les services agricoles de l'Etat. - Le 6, l'Association des Employés des Universités, dont la grève paralyse totalement l'enseignement supérieur, décide de poursuivre son mouvement revendicatif.

7-11 juin. - Le 11, tous les partis d'opposition de gauche font campagne contre le gouvernement, accusé d'avoir violé l'autonomie universitaire à Concepción. La grève est totale dans toutes les universités du pays.

11 juin. - La CUT et l'Association Nationale des Employés Fiscaux se mettent d'accord pour demander, à compter du 1^{er} juillet 1969, une *hausse immédiate des salaires et traitements de 31,7 %*.

24 juin. - Les mineurs de Chuquicamata, Potrerillos et La Exotica, gisements exploités par l'Anaconda, décident de se mettre en grève le 30 juin, l'entreprise offrant seulement 41 % d'augmentation des salaires au lieu des 62 % demandés.

La situation n'était-elle donc et n'est-elle toujours pas mûre au Chili ?

Que reste-t-il, devant ces faits, de l'argument selon lequel la situation n'était pas mûre et ne le serait toujours pas aujourd'hui, pour imposer des changements révolutionnaires au Chili ? Bien au contraire, à partir de 1967, c'est à une profonde mobilisation de tous les secteurs de la classe ouvrière et des masses que l'on assiste. La classe ouvrière, la jeunesse, l'ensemble des masses opprimées sont sur pied et s'engagent de façon quasi permanente dans des heurts frontaux avec la bourgeoisie et l'appareil d'Etat. Elles sont mobilisées et attendent simplement de recevoir, de la part de leurs organisations et des directions qui prétendent parler en leur nom, un appel au combat centralisé pour abattre l'Etat bourgeois.

Les résolutions du 22^e congrès du Parti socialiste sont à leur manière un indice de cette situation. Ne subissant pas une chape de plomb du type de celle que l'appareil du parti stalinien fait peser sur ses militants, les congrès du Parti socialiste chilien, où se rassemblent certains secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse, donnent, dans la confusion politique la plus grande et dans une

situation où l'absence d'orientation marxiste permet aux vieux politiciens à la Allende de ramasser au bout du compte les morceaux, une expression parlante des aspirations qui agitent les masses. C'est de cette façon, et non (ainsi que le voudrait Labrousse) comme indice d'une radicalisation du parti en tant que tel, qu'il faut comprendre la résolution politique du 22^e congrès du P.S., tenu à Chillan en novembre 1967, dans laquelle il est dit :

La violence révolutionnaire est inévitable et légitime. Elle résulte du caractère répressif et armé d'un gouvernement de classe. Elle constitue la seule voie conduisant à la prise du pouvoir politique et économique, à sa défense et à sa consolidation ultérieures. Ce n'est qu'en détruisant l'appareil bureaucratique et militaire de l'Etat bourgeois que l'on peut consolider la révolution socialiste.

Les formes pacifiques ou légales de lutte (revendicatives, idéologiques, électorales) ne conduisent pas en elles-mêmes au pouvoir. Le parti socialiste les considère comme des instruments limités d'action, incorporés au processus qui nous amène à la lutte armée (...) Nous affirmons l'indépendance de classe du Front des travailleurs, considérant que la bourgeoisie nationale est l'alliée de l'impérialisme et, dans les faits, son instrument ; que, par conséquent, elle finit par être irréversiblement contre-révolutionnaire. L'alliance et les compromis permanents passés avec elle n'ont entraîné que défaites et atermoiements dans le camp des exploités (8).

Au-delà de l'empreinte évidente des positions guérilléristes et de la ligne gauchiste véhiculée par l'aile Altamirano-Rodriguez du Parti socialiste, l'orientation de cette résolution exprime le climat qui règne dans la classe ouvrière chilienne à partir de 1967.

En l'absence de fraction révolutionnaire marxiste à l'intérieur du parti,

c'est une tout autre orientation qui guide la pratique quotidienne des socialistes. Comme le note, de façon bien ingénue, Labrousse « *il apparaît bientôt que, malgré les résolutions violentes prises à leur congrès, les socialistes restaient fidèles, dans la pratique, à une tradition « électoraliste » qui les amenait peu à peu à s'aligner sur les positions du Parti communiste* » (9).

Les positions du Parti communiste chilien

Celles-ci ont consisté, dans un premier temps (et aussi longtemps qu'il l'a pu) à appuyer ouvertement Frei. C'est ainsi qu'à une lettre du 24 juin 1966 dans laquelle le Parti socialiste reproche au Parti communiste « *une entente non déclarée avec le gouvernement, dans le meilleur des cas un appui critique officieux* », le secrétaire général du parti stalinien, Corvalan, répondit avec toute la clarté possible :

Quelle est la base de cette interprétation? Notre appui à la Réforme agraire, à la création d'un ministère du Logement, à la syndicalisation paysanne, à la modification du droit de propriété et autres initiatives similaires du régime? Nous avons appuyé le principe de ces réformes en critiquant leurs défauts et en luttant pour les améliorer.

Lorsque cette politique fut devenue intenable, du fait de la dislocation du régime Frei et de la mobilisation toujours plus grande des masses contre

(8) Julio Cesar Jobet, *El Partido socialista de Chile*, 2 tomes, Santiago, P.L.A., 1970, t. 2, p. 130.

(9) Labrousse, ouvrage cité, p. 175.

celui-ci, l'appareil mit tout en œuvre pour canaliser la volonté de changement des masses — exprimée peu ou prou par ses propres militants — sur le terrain électoral, ensuite pour faire en sorte que, même sur ce terrain, la classe ouvrière soit ligotée. En décembre 1968, alors que l'échéance des élections présidentielles de septembre 1970 commençait à se rapprocher au point de devenir l'une des données de la lutte des classes, Corvalan déclara :

Nous nous prononçons pour un gouvernement populaire comprenant plusieurs partis, ample, fort, révolutionnaire, entreprenant, qui assure au pays la stabilité démocratique et développe le progrès social, économique et politique, et donne au peuple la pleine liberté. Du point de vue des intérêts des classes majoritaires qui constituent le peuple dans l'acception la plus large du terme, et partant du caractère des contradictions et transformations sociales qui sont à l'ordre du jour, nous avons besoin d'un gouvernement qui s'appuie sur toutes les forces avancées de la société et *n'ait seulement contre lui que les secteurs les plus réactionnaires* (10).

L'accent est mis sur le rôle de la classe ouvrière mais celle-ci n'impose pas une ligne prolétarienne à la coalition des partis rassemblés. Une importante réunion du Comité central du P.C. chilien déclare :

Il est bien connu que, pour les communistes, la classe ouvrière est la force motrice de la révolution ; de ce fait, nous considérons comme fondamentale l'alliance communiste-socialiste. En même temps, nous pensons que tous les partis et courants qui sont à l'origine d'un gouvernement populaire doivent s'y rassembler comme les partenaires d'une entreprise commune (11).

Quels sont, pour l'appareil du P.C. chilien, les candidats à ce rôle de « partenaire » ? Au cours de ce même Comité central, un autre membre de l'appareil se charge de le préciser :

Au-delà du F.R.A.P., il y a des forces qui sont en faveur d'une politique de changement. Concrètement : le parti socialiste populaire, le parti social-démocrate, la majorité du parti radical et une bonne partie du parti démocrate-chrétien. Concrètement, nous sommes partisans que toutes ces forces s'entendent pour former un gouvernement populaire (12).

Pour le P.C., la plus importante des forces avec laquelle il recherche coûte que coûte une alliance demeure, en dépit de Frei, la démocratie-chrétienne. Il ne laisse pas passer une occasion d'en fournir des preuves. C'est ainsi qu'en octobre 1969 encore, le soulèvement à Tacna, sous la direction du général Viaux, d'un régiment réclamant satisfaction des revendications économiques des officiers permet au P.C. de voler au secours du gouvernement Frei. Il suffit d'un « *appel à l'opinion* » (analogue à celui lancé par Debré contre les généraux d'Alger en 1960 lors du fameux « *débarquement* » en Corse), pour que la Centrale unique des travailleurs, à l'instigation du P.C., et le P.C. lui-même appellent leurs militants à se mobiliser derrière Frei.

La candidature Tomic

Lorsqu'il fut devenu clair que la bourgeoisie était décidée à essayer de faire l'économie d'un gouvernement d'Unité populaire, y compris « élargi » à droite jusqu'à la démocratie-chrétienne, et à faire de la candidature de Tomic une candidature destinée à rassembler, sur une ligne

(10) L. Corvalan, *Camino de Victoria*, Santiago, 1971. Ce recueil de rapports et discours du secrétaire général et du C.C. du P.C. chilien vient d'être traduit aux Editions sociales.

(11) *Ibid.*, p. 47.

(12) Cité par Labrousse, p. 177.

« gauche », une partie de l'électorat paysan, petit-bourgeois et, dans certains cas, ouvrier, de façon à permettre de passer au candidat principal de la bourgeoisie, l'ancien président Alessandri, piteux postulant à un rôle bonapartiste, le P.C. s'est trouvé contraint d'ajuster sa position. Bien qu'une scission « gauche » de la démocratie-chrétienne, conduisant à la constitution du M.A.P.U. (13), petit parti implanté surtout à l'Université et dans les couches de la bourgeoisie professionnelle des villes, vienne lui fournir à point nommé, en 1969, un « partenaire » chrétien, c'est sur le parti radical qu'il lui a fallu, à partir de la candidature Tomíc, reporter tout le poids de l'opération « alliance sans frontière à droite ».

L'appel du P.C. chilien au Parti radical

Parti « lié aux intérêts de vastes secteurs de la bourgeoisie nationale, compromis avec l'impérialisme et l'oligarchie bancaire et industrielle (et dont) la position démagogique n'a servi qu'à affaiblir et à liquider le mouvement ouvrier » — comme le définit une fois encore le P.S. chilien, dans une de ces résolutions de congrès uniquement pour les jours de fêtes et dont il est si friand — le Parti radical du Chili est l'un des partis traditionnels de la bourgeoisie chilienne. Il a longtemps occupé le pouvoir, soit seul, soit dans les combinaisons les plus réactionnaires, et a fait avec acharnement la guerre aux organisations ouvrières. Pas plus tard qu'en 1964, le Parti radical avait présenté son propre candidat à la présidence, Julio Durán, sur un programme ouvertement anti-ouvrier. La profonde hostilité des travailleurs, y compris des propres militants du P.C., contraignit l'appareil à avancer avec prudence et à braquer l'attention des militants uniquement sur l'aile « droite »

du Parti radical, dont le chef de file était encore Durán. Cela répondait à un double objectif : convaincre les militants et la classe ouvrière qu'il suffisait que le Parti radical expulsât Durán pour devenir un parti honnête et propre, avec lequel l'alliance deviendrait possible ; indiquer au personnel politique bourgeois regroupé dans le Parti radical la mesure qu'il demandait à celui-ci de prendre pour lui permettre de vaincre la résistance de ses militants à la mise sur pied d'une opération Front populaire dont les radicaux devaient être la pièce maîtresse. En juin 1969, l'opération aboutit :

La jeunesse radicale, rebaptisée Jeunesse radicale révolutionnaire, appuya vigoureusement l'aile gauche du parti, et c'est par 582 voix contre 34 que furent expulsés Julio Durán et un certain nombre de militants, dont beaucoup avaient été les collaborateurs de González Videla. Ils devaient former le Parti de la démocratie-radical, partenaire du Parti national. Parallèlement, Alberto Baltra, professeur d'économie à la faculté de Droit de l'université du Chili, opposant déclaré au gouvernement Alessandri de 1958 à 1964, élu sénateur lors d'une élection complémentaire grâce au soutien du Parti communiste et du Parti social-démocrate, était désigné comme candidat du parti à l'élection présidentielle de 1970. Il entreprenait immédiatement une tournée dans le pays, proclamant la nécessité d'une union de la gauche (14).

Voilà qui est d'une parfaite clarté, tout comme l'est la tactique mise au point par la direction du P.C. en ce qui concerne la désignation du candidat présidentiel.

(13) « Mouvement d'action populaire unitaire », fondé le 17 mai 1969 par Jacques Chonchol, ancien directeur de la Réforme agraire de Frei, le député Silva Solar et deux sénateurs, Rafael Gumucio et Alberto Jerez.

(14) Labrousse, ouvrage cité, p. 179.

« Ampleur de vue » du P.C.C.

En avril 1969, le P.C. déclarait :

Il convient d'abord de donner une impulsion aux luttes populaires qui permettront, à travers l'action, de sceller l'union de toutes les forces avancées, où qu'elles se situent dans la conjoncture actuelle. Ensuite, de nous mettre d'accord sur le programme clair, concret et résolu, convenant au type de gouvernement populaire que nous devons constituer. La désignation du candidat viendra après.

Derrière cette position, empreinte en apparence d'« ampleur de vue » et de magnanimité, se dissimulait un aspect important du combat de l'appareil contre les masses. La position de classe, dans cette affaire, aurait été bien au contraire, pour le P.C. et le P.S., de se mettre immédiatement d'accord sur une candidature ouvrière unique qui aurait servi de point d'ancrage pour une campagne classe contre classe, et cela y compris si des partis bourgeois étaient venus s'y rallier par la suite. Puisque c'est précisément cela que la direction du P.C. chilien voulait éviter à tout prix, il ne fut pas question de candidature ouvrière unique, ni même de la désignation rapide d'un candidat propre du parti. Rien ne fut laissé au hasard : le P.C. fut la dernière organisation de la « gauche » à désigner son candidat et, quand il le fit, il prit bien soin de ne pas désigner un dirigeant ouvrier (par exemple, Figueroa qu'il venait de faire monter en première ligne dans le gouvernement Allende-Prats), mais le poète Neruda, au sujet duquel même Labrousse peut noter sans peine que :

Le choix de Pablo Neruda, membre du parti depuis 1943, mais « communiste de cœur depuis la

guerre d'Espagne », répondait à un double objectif. Personne ne prenait au sérieux la candidature politique du poète; il s'agissait de montrer que le parti était disposé à se retirer en faveur d'une candidature de la gauche unie (15).

Le but politique poursuivi au travers de ces différentes manœuvres était de créer une situation dans laquelle, une fois comblé le vide laissé par l'absence de candidature ouvrière, on puisse s'en saisir pour donner le change aux militants, en leur expliquant la nécessité de faire, à l'égard des radicaux en particulier, mais aussi à l'égard de l'A.P.F. et du M.A.P.U., tout un ensemble de concessions programmatiques afin d'obtenir le désistement de leurs candidats.

L'envergure de la manœuvre stalinienne

L'ampleur de la manœuvre orchestrée par le P.C. chilien se mesure à l'examen des conditions dans lesquelles s'est constituée en avril 1969 l'organisation politique A.P.I. C'est un certain Tarud, ex-ministre de l'Économie du général Carlos Ibanez (1952-1958), commerçant et propriétaire terrien, qui, entouré d'un groupe de survivants du gouvernement populiste, ex-ministres, ex-militants, de quelques officiers des forces armées et de carabiniers à la retraite, a fondé cette « Action populaire indépen-

(15) Labrousse, op. cit., p. 182. On ne sait pas si, sous la plume de Labrousse, le « communiste de cœur depuis la guerre d'Espagne » relève de l'ironie. Neruda, on le sait, alors agent consulaire en Espagne, rendit d'importants services au Guépéou, avant d'en faire de même deux ans plus tard au Mexique.

dante ». Fils d'immigrants syriens, Tarud jouit d'une sympathie certaine dans les milieux commerçants et industriels d'origine arabe. Il ne dispose néanmoins ni d'une représentation parlementaire (comme c'est le cas, par exemple, pour le M.A.P.U.), ni d'une base sociale lui donnant réellement la moindre chance de défendre son droit à l'existence politique. Obligée à se battre seule, l'A.P.I. n'aurait peut-être pas tenu plus de six mois. Or, voici que cette organisation, avec le personnel politique et la base sociale qu'on vient de dire, se trouve invitée à rejoindre l'Unité populaire en formation, dans des conditions où il lui est permis de présenter, première de toutes les organisations de la coalition, la candidature de Tarud comme candidat éventuel de la « gauche unie ». Il faut être clair : l'A.P.I. est une organisation dont la naissance a été autorisée et encouragée par l'appareil du P.C., sinon suscitée directement par lui, pour augmenter le nombre des « partenaires » bourgeois permettant au P.C. et au P.S. de maintenir ouvertement des liens organiques avec les représentants politiques de la classe dominante.

Le P.S., enfin, a occupé, comme il le fallait, sa place spécifique dans l'opération. Dans la préface de son livre, Labrousse, cherchant à situer les différents courants politiques chiliens à l'aide d'analogies françaises, établit un rapprochement entre le P.S. chilien et le P.S.U. Ceci est à coup sûr vrai pour ce qui concerne l'aile gauchiste du P.S. chilien dirigée par Altamirano. Sur une ligne analogue à celle des Rocard et des Sauvageot en France, cette aile « gauche » de la direction du P.S. a nourri à sa manière la confusion. Elle ne s'est pas battue sur la ligne d'une candidature unique de ce Front des travailleurs pourtant prônée trois ans auparavant par le P.S. à son congrès de Chillan, et a, au contraire, contribué à développer un climat de division et de

confusion, avant de proclamer finalement, par 12 voix et 13 abstentions, au sein du Comité central, Allende comme son candidat, c'est-à-dire l'homme défendu par l'aile réformiste traditionnelle du parti.

Cinq candidats potentiels, dont trois bourgeois

L'opération, menée avec maestria par le P.C. chilien, aboutit au résultat voulu. Le 1^{er} octobre 1969, il n'y avait pas moins de *cinq noms* en présence en tant que candidats potentiels de l'Unité populaire, dont pas moins de *trois candidats bourgeois* auxquels étaient accordés exactement les *mêmes* droits qu'à ceux des deux grands partis ouvriers. Les éléments fournis par Labrousse permettent de saisir clairement l'extraordinaire terrain de manœuvres dont le P.C. et le P.S. ont pu alors disposer pour imposer à leurs militants et à la classe ouvrière un programme bourgeois, et également retarder *aussi longtemps que possible* le moment où, *y compris* derrière un candidat de Front populaire, il allait devenir possible pour la classe ouvrière et les masses de tenter de se saisir, malgré et contre leurs directions, du terrain électoral comme d'un terrain de la lutte de classe contre la bourgeoisie et son Etat. Les données du « jeu politique » qui s'instauraient étaient les suivantes :

Le Parti socialiste appuyait fermement Allende, tout en considérant comme possible de lui substituer Aniceto Rodriguez ; il mettait son veto à la candidature du radical Baltra, à celle de l'« apiste » Tarud et à l'éventualité de celle de Rafael Gumucio. Les communistes déclaraient que, quelle que fût la solution, elle devait réunir au moins l'appui de leur parti, des socialistes

et des radicaux. Ils se déclaraient prêts à soutenir toute candidature réunissant les faveurs de quatre des six partis de l'Unité populaire. Le M.A.P.U. mettait, comme les socialistes, son veto aux candidatures de Baltra et Tarud. Il proposait la candidature de Chonchol ou celle de Gumucio. Sans enthousiasme, à l'égard d'Allende, il se déclarait prêt à l'appuyer au cas où un accord se ferait sur son nom. Les radicaux soutenaient le candidat Baltra et refusaient tout autre postulant que ceux qui étaient déjà en lice. Même attitude de la part du Parti social-démocrate et de l'A.P.I., qui soutenaient leur candidat Tarud et s'opposaient également à l'apparition de noms nouveaux (16).

Telle est la (tragi-)comédie qui fut jouée, quatre mois durant, sur le dos des masses jusqu'à ce qu'« *une certaine impatience se manifeste chez les militants de base* — écrit Labrousse — *qui se traduit par des pressions — pétitions, manifestations, etc. — sur les états-majors* ». C'est alors que, jugeant le jeu trop risqué, les participants décidèrent d'un commun accord d'y mettre fin et, en deux jours, se mirent d'accord sur le nom d'Allende.

L'ampleur et la profondeur de la mobilisation de la classe ouvrière, comme la nécessité de l'opération (pourtant non démunie de risques) que nous venons d'analyser, peuvent être saisies lorsqu'on voit la manière dont la bataille électorale s'est déroulée ou, plus exactement, la manière dont, en dépit de tout, le prolétariat et les masses sont parvenus à faire du terrain électoral un terrain de la lutte de classes. Mais ces éléments sont également discernables au niveau d'un examen du texte même du programme de l'Unité populaire.

Bien que le fond et, dans de nombreuses sections, le contenu de ce programme soient très proches du programme commun signé par le

P.C., le P.S. et les radicaux de gauche en France, et qu'il possède exactement la même finalité que celui-ci, il reste qu'il s'en distingue sur plusieurs points.

Le programme de l'Unité populaire et les comités d'Unité populaire

Le premier point a trait à l'existence de l'introduction dont nous avons cité des extraits plus haut et où se trouve dressé un tableau assez détaillé et relativement précis de la situation des masses laborieuses au Chili à la fin de la présidence de Frei, tableau qui se conclut ainsi :

L'unique alternative vraiment populaire et, par conséquent, la tâche fondamentale qui attend le gouvernement du peuple est d'en finir avec la domination des impérialistes, des monopoles, de l'oligarchie terrienne et de commencer l'édification du socialisme au Chili (17).

Si l'on veut établir une analogie française, ce sera avec la première partie du rapport présenté par Marchais au 20^e congrès du P.C.F. de décembre dernier. Mais la différence réside précisément en ce que, dans le cas chilien, ce n'est pas dans un rapport mais dans le Programme *même* qu'il a fallu aller très loin dans la voie de l'insertion dans son texte des éléments susceptibles de donner le change aux militants et aux travailleurs et d'alimenter leurs illusions

(16) Labrousse, op. cit. pp. 183-484.

(17) Programme de l'Unité populaire, op. cit. (v. note 2), p. 152.

quant à la nature révolutionnaire de ce programme et de la coalition constituée autour de lui.

La seconde différence est contenue dans le texte intitulé « *accord sur la conduite et le style de la campagne* », signé le 26 décembre 1969 et publié ensuite comme deuxième partie de l'introduction où se trouve définie la nécessité de constituer des « *comités de l'Unité populaire* ».

La croissance des forces laborieuses, quant à leur nombre, leur organisation, leur lutte et la conscience de leur puissance, renforce et propage la volonté de changements profonds, la critique de l'ordre établi et le conflit avec ses structures (...) Ces forces, et tout le peuple à leurs côtés, en mobilisant tous ceux qui ne sont pas compromis avec le pouvoir des forces réactionnaires, nationales et étrangères, c'est-à-dire, grâce à l'action unitaire et combative de l'immense majorité des Chiliens, pourront briser les structures actuelles et avancer dans la voie de leur libération.

L'Unité populaire est faite pour cela. Les impérialistes et les couches dominantes du pays combattront l'Unité populaire et essaieront de tromper le peuple, une fois de plus. Ils diront que la liberté est en danger, que la violence va s'emparer du pays, etc. Mais les masses populaires croient de moins en moins à ces mensonges. Leur mobilisation collective augmente de jour en jour et la voilà aujourd'hui renforcée et encouragée par l'union des forces de gauche.

Pour stimuler et orienter la mobilisation du peuple chilien en vue de conquérir le pouvoir, nous constituerons partout les comités de l'Union populaire, organisés dans chaque usine, *fundo* (grande propriété), commune, bureau ou école, par les militants des mouvements et des partis de gauche et composés de cette foule de Chiliens qui se définissent par leur volonté de changements fondamentaux.

Les comités de l'Unité populaire ne seront pas seulement des organismes électoraux. Ils seront les interprètes combatifs des revendications immédiates des masses et, surtout, ils se prépareront à exercer le pouvoir populaire (18).

Si le programme de l'Unité populaire, contresigné par les Tarud, les radicaux et autres, inclut une pareille section, c'est que « *la mobilisation collective* » dont il fait mention était si bel et bien en marche que de tels comités se seraient formés, que les états-majors des partis l'aient voulu ou non, et qu'il existait une situation où le P.C. se trouvait réellement contraint d'expliquer à ses alliés qu'il valait mieux paraître en prévoir la formation, pour tenter de les contrôler, que se laisser déborder par le mouvement des masses.

« L'Etat populaire »

Dans l'esprit des directions qui ont échafaudé la combinaison de l'Unité populaire, il était bien entendu exclu que les comités d'Unité populaire exercent — à quelque moment que ce soit — le « *pouvoir populaire* ». Le dernier paragraphe du passage cité ne cherche qu'à devancer le mouvement qui paraît alors se dessiner vers l'apparition de formes soviétiques au Chili. Dans le corps même du programme, y compris si celui-ci se voit contraint — autre différence avec le « *programme commun* » français — à aborder le problème du pouvoir dès son premier chapitre, il n'est plus question de comités d'Unité populaire, mais uniquement d'un « *ordre institutionnel nouveau, l'Etat populaire* », dont la description est beau-

(18) Ibid., pp. 152-153.

coup plus proche d'une certaine forme de corporatisme que de l'Etat-Commune esquissé par Marx et Engels.

Au cours de 1970, la mobilisation se poursuit

En dépit des appareils du P.C. et du P.S., la classe ouvrière et les masses travailleuses ont réussi à faire de la période électorale, à partir de février, un terrain de lutte frontale contre la bourgeoisie et son Etat.

D'une part, elles ont multiplié tout au long de 1970 les grèves, les occupations de domaines pour les paysans, les occupations de terrain pour les sans-logis, les manifestations ouvrières et étudiantes, créant une situation telle que le 8 juillet, moins de deux mois avant la date de l'élection, la C.U.T., pour ne pas se laisser déborder totalement, déclencha une grève de 24 heures, la huitième de son histoire, pour appuyer une série de revendications économiques, telles que le versement à tous les travailleurs d'une prime destinée à compenser la hausse du coût de la vie, mais aussi pour demander la dissolution du Groupe mobile (les C.R.S.) qui venait de faire de nouvelles victimes. Ce jour-là, plus de 700 000 ouvriers cessèrent le travail et organisèrent onze meetings à travers Santiago.

D'autre part, la classe ouvrière et les masses travailleuses ont engagé physiquement le combat pour barrer la voie aux candidats de la bourgeoisie, et, en premier lieu, à Alessandri. C'est ainsi que, lorsque le candidat de la droite arriva le 19 mars à Lota, dans la zone charbonnière, les mineurs — qui n'avaient pas oublié la grève de 96 jours provoquée par la politique du précédent gouverne-

ment — appuyés par les ouvriers de la métallurgie, les employés municipaux et les travailleurs de l'usine thermo-électrique, entamèrent une grève de 24 heures. Les municipalités de Lota et Coronel décidèrent unanimement de le déclarer *persona non grata*. Il fallut de très importantes forces de carabiniers pour dégager la rue envahie par les manifestants, avant qu'Alessandri ne puisse entrer dans le théâtre où il devait prendre la parole. Ces incidents se répétèrent à Coronel, Tomé, ville textile, dans le port de Talcahuano et à Concepción... Le 23 mars 1970, les ouvriers du cuivre décidèrent de lui interdire l'entrée des cités minières d'El Salvador, Potrerillos et Barquitos. Le 2 avril, Alessandri fut accueilli dans la province agricole de Linares par une grève paysanne de 24 heures. Le 28, 12 000 paysans de la province O'Higgins arrêtaient le travail à l'occasion de la visite du candidat bourgeois. On pourrait continuer.

Ce type de mobilisation s'opéra dans le cadre des comités d'Unité populaire. A la veille des élections, il existait quelque 14 000 C.U.P., regroupant dans les quartiers, les usines, les bidonvilles, les propriétés terriennes, les universités, les immeubles, des militants des partis de l'Unité populaire. Ils étaient reliés entre eux par des comités communaux, régionaux et provinciaux et leur existence était loin d'être formelle.

La mobilisation contre la bourgeoisie sur l'ensemble de ces terrains se poursuivit jusqu'au jour de l'élection avant de se prolonger au-delà. Voyons la chronologie donnée par la *Documentation française*.

Du 20 au 29 août, tous les ports chiliens sont paralysés par une grève qui dure jusqu'au 26. Le 22, les employés et ouvriers des mines de charbon de Lota, près de Concepción, se déclarent en grève. Le 25, de nouveaux désordres sont pro-

voqués dans les rues du centre de Santiago par les grévistes des services de santé. Le 29, la grève prend fin après une entrevue entre les dirigeants de la Fédération nationale du Service de santé et le président de la République. Elle aura duré 24 jours.

Les 28 et 29 août, violents incidents faisant plusieurs blessés entre les partisans des trois candidats à la présidence (Alessandri, Tomic, Allende).

Le 31 août, la C.U.T. fait diffuser un appel invitant ses adhérents à s'organiser en vue des élections du 4 septembre.

Le 1^{er} septembre, tous les charbonnages du pays sont paralysés par une grève totale déclenchée par 10 800 ouvriers et employés pour obtenir une augmentation des salaires. Cette grève prendra fin le 16 à Lota.

C'est donc bien une lame de fond qui arrache pour Allende, le 4 septembre, la majorité relative face aux deux candidats de la bourgeoisie.

La situation le 4 septembre 1970

La victoire électorale de la candidature Allende ouvrait une phase nouvelle, extrêmement critique, dans les rapports politiques entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, comme à l'intérieur de chacune des deux classes en présence.

Le 13 septembre, dans le meeting monstre organisé pour « célébrer la victoire » de l'Unité populaire, Allende faisait du thème suivant le leitmotiv d'un discours tendu, inquiet :

Le peuple doit faire confiance aux dirigeants politiques de l'Unité populaire et aux dirigeants de la Centrale unique des Travailleurs. Et ce même peuple doit faire confiance à celui qui lui parle.

A l'adresse de la droite, il lançait une « menace » qui n'était autre chose qu'un appel :

S'ils prétendent, dans leur folie, provoquer une situation que nous refusons, qu'ils sachent que le pays sera paralysé, qu'entreprises, industries, ateliers, écoles, culture des champs s'arrêteront : ce sera notre première manifestation de force. Qu'ils sachent que les ouvriers occuperont les usines, et qu'ils sachent que les paysans occuperont les terres. Qu'ils sachent que les fonctionnaires entendront la voix et les consignes de l'Unité populaire. Qu'ils se rendent compte que nous avons le sens de nos responsabilités, mais qu'ils mesurent aussi la force que représente un peuple discipliné et organisé.

De fait, il était impossible pour la bourgeoisie de différer plus longtemps l'heure où il fallait désormais choisir, soit d'aller à l'affrontement immédiat contre la classe ouvrière, soit de surseoir momentanément et d'accepter de passer par un régime de Front populaire.

La constitution politique du Chili offrait tout le champ de manœuvre nécessaire pour préparer politiquement le terrain, au cas où l'on se décidait pour la première solution. Aux termes de cette constitution, aucun candidat n'ayant obtenu de majorité absolue, c'était à l'Assemblée et au Sénat, réunis en Congrès, qu'il appartenait de choisir, 50 jours plus tard, à l'issue d'un vote à bulletin secret, entre les deux candidats ayant obtenu le nombre le plus élevé de suffrages. Au sein du Congrès, la démocratie chrétienne, avec 75 voix, et la droite alessandriste, avec 45 voix, l'emportaient de loin sur l'Unité populaire (80 voix seulement). Pour provoquer le prolétariat, il suffisait de choisir Alessandri, d'annoncer la tenue de nouvelles élections et de mettre sur pied pour les préparer un « gouvernement de salut public », c'est-à-dire de guerre civile.

En plus des risques que comporte habituellement ce type de solution, rien ne permettait à la bourgeoisie chilienne d'envisager sérieusement cette hypothèse en 1970. Les masses étaient sur pied. Elles avaient taillé en pièce le gouvernement Frei, qui atteignait la fin de son mandat de 1964 totalement épuisé et discrédité. En ce qui concerne Alessandri, Labrousse peut noter sans peine que *« l'hostilité irréductible rencontrée dans certaines zones par la candidature bourgeoise contribua à effacer l'image de "l'homme de la réconciliation nationale au-dessus des partis" que ses partisans voulaient conférer à sa candidature »* (19). En d'autres termes, le prolétariat avait également taillé en pièces la tentative d'opération bonapartiste que la bourgeoisie avait espéré monter autour de l'ancien président de la République. La crise économique et financière aidant, la bourgeoisie était politiquement incapable d'aller à ce moment-là vers un heurt frontal avec la classe ouvrière.

Le second terme de l'alternative n'était évidemment pas exempt de périls, lui non plus. Il signifiait que la bourgeoisie se trouvait placée devant une situation où elle allait se trouver contrainte, pour une durée qu'elle ne connaissait pas, de s'en remettre pour la sauvegarde de l'ordre bourgeois — y compris avec son aide — à la direction de partis sur lesquels elle n'exerçait aucun contrôle direct, mais uniquement un lien indirect à travers la bureaucratie du Kremlin (cas du P.C.), ou une confiance seulement limitée (cas du P.S.), car rien ne lui disait (et ne lui dit encore aujourd'hui) que l'ensemble des hommes qui ont certes accepté jusqu'alors de jouer à la tête de ce parti le rôle de lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, mais qui défendent aussi leurs intérêts propres, acceptent nécessairement, et automatiquement, de devenir demain, le cas

échéant, des Noske et des Scheidemann. La bourgeoisie savait qu'en tout état de cause ces dirigeants n'avaient pas les mains libres. Ils parlaient, et parlent toujours, au nom d'organisations qui demeurent des organisations ouvrières, où les travailleurs se trouvent et pour le contrôle de la direction desquelles ils peuvent être tentés de nouveau d'engager la lutte.

Mais il y a plus. A partir du moment où le gouvernement se trouve aux mains d'une coalition dont l'axe est formé par les partis ouvriers, toute l'attention de la classe ouvrière se trouve concentrée, par définition même, autour de la question de l'exercice par ce gouvernement de ses fonctions, dont les travailleurs et les masses s'attendent qu'il les exerce en leur faveur. C'est-à-dire que la situation tend à polariser, par la force des choses, la lutte des classes autour de la question même de l'Etat et du pouvoir politique dans la société. Une partie énorme du poids de la défense de l'Etat bourgeois va alors reposer sur la confiance que les masses accordent à leurs dirigeants et aux propos et aux actes de ceux-ci. Derrière les dirigeants se tiennent évidemment, comme ultimes remparts de la société bourgeoise, l'armée, la police et toute l'armature de l'Etat bourgeois, mais dans des conditions où le fonctionnement de ces institutions doit, pour un temps, passer par l'intermédiaire des hommes qui affirment, face à la classe ouvrière, être au pouvoir pour gouverner en son nom.

Le choix de la bourgeoisie

Eu égard aux rapports de force qui existaient entre elle et les masses mobilisées, l'aile politiquement

(19) Labrousse, op. cit., p. 196.

dominante de la bourgeoisie décida très vite que c'était par cette seconde voie qu'il lui fallait passer ; elle n'avait d'autre alternative que de se servir de tous les éléments qui lui restaient en main pour s'assurer l'allégeance d'Allende et des dirigeants de l'Unité populaire et pour les aider à contenir le mouvement des masses.

C'est ainsi que Tomic joua d'emblée le rôle du « *beau vaincu* » et reconnut Allende comme candidat victorieux, et c'est autour de lui et de l'armée que toute l'opération devait rapidement pivoter. Déjà, dans les tout derniers jours de la campagne électorale, le P.C. et le P.S. avaient envoyé leurs militants grossir le dernier meeting du candidat de diversion présenté par la démocratie chrétienne, en leur expliquant « *qu'un certain nombre de sympathisants âgés de la démocratie chrétienne risquaient d'être détournés de voter pour un candidat n'ayant aucune chance et reporter ainsi leurs voix sur Alessandri* » (20), alors que ce dont le P.C. et le P.S. s'alarmaient, c'était de voir à quel rythme les voix de la petite bourgeoisie et des couches marginales du prolétariat, que la candidature de Tomic était censée canaliser, étaient en train de s'amenuiser au profit d'Allende !

Dès lors que l'aile Tomic de la démocratie-chrétienne agissait avec l'armée, les dirigeants de l'Unité populaire mirent tout en œuvre pour coordonner plus étroitement leur jeu et bloquer ensemble le mouvement des masses. Le danger était de voir les masses mobiliser alors leurs organisations politiques et syndicales et se rassembler jusqu'à un certain point dans le cadre des comités d'Unité populaire, agir de leur propre initiative, prendre le programme de l'U.P. à la lettre, et dire que c'était tout de suite que ces comités devaient devenir les organismes de base d'un nouveau pouvoir ; dire

également que, si le Congrès refusait d'entériner l'élection d'Allende, c'était tout de suite qu'il fallait le balayer et le remplacer par les institutions du nouvel « *Etat populaire* » prévu par le programme de l'U.P. et que les masses emplaissaient bien entendu de leur propre contenu.

Il fut donc décidé de ne pas jouer avec le feu et d'annoncer que, au congrès, la D.C. reporterait sur Allende ses voix — ou tout au moins la majorité de ses voix — afin de garantir la ratification constitutionnelle de son élection. Mais il fut décidé, en même temps, d'utiliser tout de même cet « *atout* » (atout tout à fait relatif en réalité, et d'une extraordinaire fragilité au regard de la puissance des masses) pour « *monnayer* » l'appui de la D.C. et obtenir « *en échange* », de la part d'Allende, la signature de « *garanties* » supplémentaires de caractère constitutionnel concernant la nature et le contenu de la politique que le gouvernement de l'Unité populaire allait mettre en œuvre. Au cœur de ces garanties devaient figurer celles concernant l'armée et son rôle central dans le maintien de la légalité bourgeoise.

Le « Statut des garanties »

Labrousse fournit tous les éléments qui permettent de suivre le déroulement du scénario :

Le 24 septembre, le Parti démocrate-chrétien publiait un texte pour « *exprimer son point de vue au sénateur Salvador Allende en lui demandant de se prononcer sur certaines questions, démarche indispensable pour que le parti détermine la position qu'il adopterait fi-*

(20) Labrousse, op. cit., p. 209.

nalement au cours d'une réunion déjà convoquée ». Le préambule de ce texte déclarait : « Nous avons la conviction que nombre de points en vue de la transformation et du développement de la société, défendus par la candidature de Salvador Allende, ont été et sont aujourd'hui nôtres, sans que cela signifie ni identité ni totale coïncidence en ce qui concerne les options fondamentales et la stratégie définie devant le pays. Nous répétons que notre position ne sera pas de priver "de sel et d'eau" le prochain gouvernement, qui peut compter sur notre appui pour toutes mesures contribuant au bien-être du peuple. »

Parmi ces mesures figuraient le maintien du pluralisme politique, la défense de la liberté de la presse et de la liberté syndicale, l'indépendance de l'Université, la reconnaissance et le soutien de l'enseignement privé, etc. Deux paragraphes sont particulièrement nets et leur juxtaposition est significative : « Nous voulons un Etat de droit. Ceci requiert l'existence d'un régime politique à l'intérieur duquel l'autorité soit exclusivement exercée par les organes compétents : Exécutif, Législatif et Judiciaire... Sans intervention d'autres organes "de fait" qui agirait au nom d'un soi-disant pouvoir populaire... Nous voulons que les Forces armées et le corps des carabiniers continuent d'être une garantie de notre système démocratique. Ce qui implique que soient respectées les structures organiques et hiérarchiques des Forces armées et du corps des carabiniers, etc. »

Dans sa réponse du 29 septembre, Salvador Allende relèvera avec fougue cette seconde exigence : « Je dois affirmer que je suis un défenseur intransigeant des prérogatives du chef de l'Etat. J'affirme, en tant que premier mandataire, que l'Unité populaire elle-même n'aura aucun droit de regard sur la nomination du Haut Commandement, car c'est une prérogative exclusive du président de la République, et je préserverai jalousement mes attributions constitutionnelles. »

Sur les autres points, Allende fait remarquer que le programme de l'Unité populaire implique que « toutes les transformations politiques, économiques et sociales se fassent à partir de l'ordre juridique actuel, et selon l'Etat de droit ». Malgré cette réponse jugée « décourageante », une commission réunissant trois représentants de la démocratie chrétienne et trois représentants de l'Unité populaire fut constituée le 2 octobre afin de rédiger le « Statut des garanties ». Le lendemain, une assemblée extraordinaire de la démocratie chrétienne décida, par 271 voix contre 191, de poursuivre les contacts avec l'Unité populaire. Le 15 octobre, ce projet, qui reprenait l'essentiel des propositions initiales du « Statut des garanties », fut approuvé par la Chambre. Le 19, Alessandri (...) déclara retirer sa candidature et présentait ses vœux de succès au futur président. Le même jour, le Sénat approuvait à son tour la réforme constitutionnelle (21).

Le processus est donc d'une clarté absolue, comme l'est également le contenu même du statut des garanties. On a tenté de présenter celui-ci comme une simple « déclaration de principe » ne modifiant pas fondamentalement les obligations prévues par la constitution, et dont la droite pourrait simplement se prévaloir éventuellement « aux yeux de l'opinion publique » dans le cas où l'Unité populaire n'en respecterait pas le contenu. Il s'agit de bien plus que cela. Il s'agit d'un texte portant amendement à la Constitution bourgeoise sur plusieurs points où il paraît à la bourgeoisie important de renforcer la défense de ses positions menacées et d'améliorer le barrage établi face au mouvement des masses.

Le paragraphe 3 de l'article 10 déclare, à propos de la liberté de la presse écrite et parlée :

Le régime de propriété et le fonctionnement de ces moyens d'infor-

(21) Labrousse, op. cit., pp. 215-216.

mation ne pourront être modifiés que par une loi. Leur expropriation ne pourra être réalisée qu'en vertu d'une loi approuvée par chaque Chambre à la majorité de ses membres en exercice.

L'article 7 garantit l'aide de l'Etat à l'enseignement privé :

L'éducation privée et gratuite, qui ne poursuit pas de but commercial, recevra de l'Etat une contribution économique qui permettra son financement en accord avec les normes établies par la loi.

Garantie étendue aux universités :

Les universités d'Etat et les universités privées reconnues par l'Etat sont des personnes juridiques, dotées d'autonomie académique, administrative et économique. C'est à l'Etat de pourvoir à leur financement de façon qu'elles puissent pleinement accomplir leurs fonctions selon les exigences pédagogiques, scientifiques et culturelles du pays.

Par ailleurs, Allende garantit l'*immovibilité des fonctionnaires* mis en place par la démocratie-chrétienne et les régimes antérieurs.

Enfin, concernant l'armée, au texte en vigueur de l'article 22 de la Constitution, le document de 1970 vient substituer un texte infiniment plus large et précis qui donne à l'armée à la fois le monopole de la force publique et l'unique droit de regard sur son recrutement, garantissant ainsi qu'elle puisse jouer son rôle de pilier de l'ordre bourgeois en toute autonomie. Le nouvel article est rédigé comme suit :

La force publique est uniquement et exclusivement constituée par les forces armées et le corps des carabiniers, institutions essentiellement professionnelles, hiérarchisées, disciplinées, obéissantes et non délibérantes. Seule la loi peut fixer les effectifs de ces institutions. Le recrutement de nouveaux effectifs des forces armées et des carabiniers est réservé aux seules écoles spécialisées de ces institutions, sauf pour le personnel remplissant des fonctions exclusivement civiles (22).

« Complots de droite » et couverture de gauche

Par rapport à ce scénario et aux résultats auxquels il aboutit, les « *complots de droite* » — réels ou orchestrés (il semble que l'assassinat de Schneider ait été en fait un accident non prévu dans le scénario) — occupent le rôle de bruits de coulis destinés à aider à dramatiser les événements de la scène centrale. La décision de l'aile dirigeante de la bourgeoisie était prise depuis la mi-septembre, et ce n'est pas le 22 octobre, lorsque l'opération touchait à son terme avec un plein succès, qu'elle allait la compromettre d'une façon quelconque.

Les « *complots de droite* » ont surtout permis à Allende de resouder les masses autour de lui au nom de la lutte contre le « fascisme » et au M.I.R., au nom de cette même alternative « socialisme ou fascisme », de faire en quelques jours un virage à 180 degrés, depuis le terrorisme sur une ligne en apparence « ultra-gauche », au ralliement complet à Allende et à l'Unité populaire.

Il sera nécessaire dans un autre travail de faire le bilan précis de la politique du M.I.R., organisation castriste, présentant de nombreux traits de « gauchisme décomposé », à laquelle la Ligue communiste a apporté depuis 1969 son appui le plus total, le présentant comme l'embryon du parti révolutionnaire au Chili. Au cours de la période qui nous intéresse, le M.I.R. a d'abord fait tout, notamment après la mobilisation des masses sur le terrain des élections, pour détourner par des actions de commando l'attention des

(22) Le texte complet du Statut des garanties a été publié par la *Documentation française* (v. note (7) ci-dessus).

masses sur les véritables problèmes posés par la coalition de l'Unité populaire et pour les détourner aussi de la lutte sur le terrain des élections, où se trouvait concentré alors le problème du pouvoir. Ensuite, en septembre, il s'est rallié avec armes et bagages à Allende et a fait tout en son pouvoir pour obscurcir la conscience des masses sur la signification des manœuvres engagées contre elles. Le M.I.R. a pactisé avec l'appareil stalinien et désarmé, y compris ses propres militants, par rapport à tout combat contre les directions traîtresses au sein de la classe ouvrière (23). L'analogie avec la politique de Weber et Krivine est évidente.

En guise de conclusion

A présent, il est possible de conclure cette analyse des phases initiales du processus politique chilien. Il suffit à cet effet de mettre deux points en relief :

1° Par sa formation, sa composition et les conditions dans lesquelles il a finalement pris possession de ses fonctions, le gouvernement de l'Unité populaire du Chili ne peut être défini, et sans équivoque possible, que comme un *gouvernement bourgeois* — bourgeois par les relations organiques établies d'emblée, sur plusieurs plans, entre lui-même et les forces politiques et institutions étatiques de la bourgeoisie ; bourgeois par le rôle que la coalition a joué de façon permanente à partir du début des manœuvres politiques de 1969, contre le prolétariat et les masses, pour endiguer, canaliser, dévoyer leur mouvement, qui allait à grands pas dans le sens de la destruction de l'ordre bourgeois.

2 C'est avec une extraordinaire prudence, et en mesurant pleinement la profondeur de la mobilisation d'un prolétariat dont elle connaît mieux que quiconque la force, que la bourgeoisie chilienne procède depuis 1970. En 1970, elle a agi de la façon qu'on sait. Fin 1972 encore, si le général Prat entre au gouvernement, il reste que c'est encore *dans le gouvernement de l'Unité populaire qu'il accepte d'entrer*, et non dans un gouvernement issu d'un coup d'Etat militaire ou même d'une victoire électorale précaire de la droite qu'il s'agirait de consolider. Fin 1972, le général Prats entre au gouvernement, mais dans des conditions où ce sont le président (Figueroa du P.C.) et le secrétaire général (Calderón, du P.S.) de la puissante Centrale unique des travailleurs du Chili (la C.U.T.) qui sont obligés de monter en première ligne pour cautionner en personne l'opération Prats auprès des travailleurs.

C'est dire la prudence avec laquelle la bourgeoisie chilienne procède toujours après deux ans d'Unité populaire. C'est dire à quel point rien n'est joué encore au Chili, en dépit d'une politique dont on peut démontrer sans peine qu'elle a eu pour seul but d'empêcher la classe ouvrière et les masses d'avancer dans la voie de l'établissement de leur propre pouvoir, l'établissement du pouvoir centralisé des Conseils.

(23 Le ralliement du M.I.R. à Allende s'est traduit par la constitution par le M.I.R. du service d'ordre personnel du président et par l'entrée de Miguel Enriquez, secrétaire général du M.I.R. dans le cercle du conseiller du président.